

# Marche contre la vie chère et l'inaction climatique

Category: Actualité politique, Écologie

écrit par François Calaret | 22 septembre 2022

**Vie chère, urgence climatique, retraites : mobilisons-nous !**

Les prix explosent et les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Mais le pouvoir macroniste refuse d'augmenter les salaires, de geler les loyers ou de bloquer les prix face à la vie chère. Pire encore, il prévoit de nouvelles attaques contre le régime des retraites et l'assurance-chômage et organise la destruction des services publics, notamment ceux de l'éducation et de la santé.

La planète brûle et l'eau manque. Mais le gouvernement, déjà condamné pour inaction environnementale, poursuit une politique antiécologique qui met en danger l'avenir même de notre écosystème. Il y a urgence à agir pour planifier la transition indispensable face à l'urgence climatique pour en finir avec notre dépendance aux énergies fossiles et aux fluctuations des prix du gaz et du pétrole.

Pendant que le peuple subit et que la planète souffre, Macron protège ses amis les plus fortunés : quelques superprofiteurs continuent à engranger. Les dividendes versés aux actionnaires ont atteint cette année un record historique. Les hyper riches peuvent toujours profiter de leurs jets et yachts super-polluants : les restrictions ne les concernent jamais. La taxe sur les superprofits, pourtant mise en place dans de nombreux pays d'Europe, n'est toujours pas à l'ordre du jour !

**Cette situation ne peut plus durer. Nous lançons un appel à une grande marche contre la vie chère et l'inaction climatique à Paris le dimanche 16 octobre, précédée par des initiatives symboliques le samedi 15 octobre.**

Cette initiative nationale s'inscrira dans la continuité des mobilisations engagées par les syndicats et associations, dont les journées nationales d'action des 22 et 29 septembre et la mobilisation climat du 23 septembre.

Nous marcherons :

- pour la **hausse des salaires et des minima sociaux** et **contre la réforme de l'assurance chômage**
- pour le **blocage des prix de l'énergie, des produits de première nécessité** et le **gel des loyers**
- pour la **taxation immédiate des superprofits**
- pour des **investissements massifs dans la bifurcation écologique** créatrice d'emplois locaux ; et notamment dans **les transports en commun** pour les rendre accessibles à tous, dans **l'isolation des logements** pour réduire les factures et les pollutions, dans la conversion vers une **agriculture écologique** pour rendre l'alimentation saine accessible à tous, dans les **énergies renouvelables** moins coûteuses et écologiques
- **contre le report de l'âge de départ à la retraite** et **pour le retour à la retraite à 60 ans**
- pour une **allocation d'autonomie pour les jeunes** dès 18 ans

**Nous proposons à l'ensemble des organisations syndicales, associatives, politiques et aux collectifs de citoyens qui partagent ces revendications de construire avec nous cette initiative commune.**

## **Les premiers signataires**

Europe Écologie-Les Verts, Ensemble !, Gauche Démocratique et sociale (GDS), Gauche Écosocialiste, Génération·s, La France insoumise, L'Alternative, La Voix lycéenne, Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Nouvelle Donne, Parti de gauche (PG), Parti ouvrier indépendant (POI), Parti socialiste, Place

publique, Pour une Écologie Populaire et Sociale (PEPS),  
Révolution Écologique pour le Vivant (REV).

*Pour rejoindre l'appel, envoyez un mail  
à [signer@marche16octobre.fr](mailto:signer@marche16octobre.fr).*

[Venez à la marche contre la vie chère et l'inaction  
climatique !](#)

---

# Construire la Nupes, tous ensemble

Category: Actualité politique  
écrit par Cécile | 22 septembre 2022  
Pour soutenir cet appel, cliquez [ICI](#)

Consolider l'unité, renforcer la Nupes

Contribuer à une alternative majoritaire

**Un espoir est revenu avec la mise en place de la NUPES** en mai dernier. L'espoir renaît que la gauche unie et l'écologie politique fassent force commune contre les dégâts du néolibéralisme et la menace d'extrême-droite. Cet espoir s'est concrétisé par un doublement du nombre de député.es de gauche et écologistes.

L'unité permise par la NUPES peut mobiliser les classes populaires et la jeunesse, qui souvent ne croient plus à des solutions alternatives. La NUPES doit donc s'ancrer dans la population. En s'élargissant au-delà de la seule émanation des

partis, elle peut construire un véritable front social et politique représentant le salariat et la jeunesse dans sa diversité.

C'est pourquoi nous mettons en débat le dépassement des pratiques politiques de la période précédente. Par exemple, un débat sur la proposition d'une fédération de la gauche écologiste et sociale, avec tous les partis de gauche, dans le respect de leur identité.

**Avec nos forces rassemblées, nous voulons contribuer à renforcer l'espoir et construire ce Front social et politique à vocation majoritaire.**

**L'abstention massive**, en particulier dans la jeunesse et les quartiers populaires, a progressé en 20 ans. Ce fait majeur appelle à des changements institutionnels, de nouvelles formes démocratiques, notamment avec des assemblées et initiatives citoyennes, pour endiguer la crise de représentativité. Nous mettrons ainsi en débat, de façon active, les nouveaux modes de participation citoyenne pour une nouvelle République sociale et démocratique.

**La montée en puissance de l'extrême droite** est un danger mortel. Il faut la combattre en mettant la priorité sociale en même temps que la bifurcation écologique, en luttant pour une société d'égalité des droits contre toutes les discriminations. C'est possible en s'organisant dans la durée autour du programme partagé des 650 propositions de la NUPES. Mais aussi avec des campagnes sur tous les territoires qui mobilisent la majorité sociale du pays, en même temps que l'action à l'Assemblée nationale. Par exemple, la proposition d'un Référendum d'Initiative Partagée sur la taxation des profiteurs de crise. Et d'autres propositions de ce type pour lier mobilisation et action politique. Si le système autoritaire de Macron est affaibli, il demeure au pouvoir. Sa politique anti-sociale, son inaction climatique menacent de faire des dégâts. Les mobilisations sociales, écologiques,

démocratiques peuvent imposer leur priorité dès la rentrée. Raison de plus pour s'organiser.

**La crise politique, la faiblesse du poids macroniste** à l'Assemblée nationale peuvent mener à une dissolution avant la fin du quinquennat. C'est pourquoi il faut regagner une mobilisation bien plus forte des classes populaires et de la jeunesse. Cela suppose d'agir avec les mouvements sociaux pour des mesures qui changent immédiatement la vie, et de faire porter ces propositions par la population ! Par exemple, la campagne pour les salaires et contre la vie chère, avec toutes les forces de gauche réunies, avec la préoccupation de construire ces initiatives en relation avec les associations et syndicats, dans le respect de l'indépendance des unes et des autres.

**Nous nous engageons pour ce rassemblement** en lien et dialogue avec les luttes sociales, syndicales, associatives. Il nous faut changer de cap, nous unir plus solidement, faire vivre la démocratie et le pluralisme. L'union des forces de gauche au sein de la NUPES est un premier pas qui nous invite à poursuivre nos actions pour l'unité.

C'est pourquoi nous appelons :

- **À débattre largement et partout de ces questions, au niveau national, comme dans les assemblées locales de la NUPES en train de se constituer.**
- **À construire un rassemblement populaire à vocation majoritaire et une grande Maison commune pluraliste et démocratique avec la NUPES**
- **À discuter lors d'une journée nationale ouverte d'échanges d'expériences et d'orientations sur ces différents sujets le 15 octobre à Paris.**

Pour organiser cet évènement, préparer la suite, nous mettons en place un comité d'initiative. Agissons toutes et tous

ensemble !

Pour soutenir cet appel, cliquez [ICI](#)

Premiers signataires :

Guillaume AGOSTINO, conseiller municipal et communautaire de Laval (53) | Isabelle ALONSO, écrivaine, Paris (75) | Christian BELISSON, membre du Bureau National de Nouvelle Donne | Nathalie BERNARD, Nord, Collectif national Génération·s | Gérard BERTHIOT, ancien 1er vice-président région Champagne-Ardenne, Châlons sur Marne, (51) | Véronique BIDAULT, Haute-Garonne, Assemblée des Membres et des Territoires, Génération·s (31) | Laurence BOFFET, vice-présidente métropole de Lyon (69) | Véronique BRAMBILLA – Conseillère municipale de la ville de Marseille (13) | Jean-Claude BRANCHEREAU, syndicaliste (76) | Claude Hélène BRISSAC-FERAL, Conseillère municipale de Lodève (34) | Jean BRUNACCI, syndicaliste Nantes (44) | Myriam BUI-XUAN, Hérault, adjointe au maire de Clapiers (34) | Marion BUSSY, enseignante, conseillère municipale de Pau (64) | Michel CAHEN, universitaire Bordeaux (33) | François CALARET, Ensemble! (93) | Christophe CARRÈRE, conseiller municipal et communautaire, Crosne (91) | Martine CHANTECAILLE, Conseillère municipale et communautaire La Roche-sur-Yon (85) | Marlène COLLINEAU, maire adjointe de Nantes, GDS (44) | Alain COULOMBEL, membre du bureau exécutif EELV | Nathalie CULLUEL, enseignante (66) | Alexandra D'AGOSTINO, adjointe au maire 4ème secteur de Marseille, Ensemble/Printemps marseillais (13) | Xavier DEBROISE, Rennes (35) | Anne DE HARO, conseillère municipale de Combs la Ville (77) | Pauline DELAGE, adjointe au maire 4ème secteur de Marseille, Ensemble et Printemps Marseillais (13) | Michel DEMOULE, syndicaliste (62) | Michelle ERNIS, ancienne conseillère régionale Normandie, Saint-Etienne du Rouvray (76) | Brigitte ESTRADÉ, ex-GRS (responsable de Poitou-Charentes), La Rochelle (17) | Gérard FILOCHE, porte-parole de la GDS (75) | Léa FILOCHE, Paris, adjointe à la maire de Paris (75) | Jérôme GLEIZES, conseiller municipal EELV (75) | Julien GUERIN, conseiller municipal et

communautaire de Vaux-le-Pénil (77) | Marie-Claude HERBOUX, Ensemble! Caen (14) | Anne HESSEL, co-présidente d'honneur de Nouvelle Donne (75) | Romain JEHANIN, Bureau national de Génération·s (92) | Leila KENNOUDA, Collectif national de Génération·s, Lot (46) | Hella KRIBI-ROMDHANE, Essonne, conseil régional IdF, Porte-Parole, Bureau National Génération·s (91) | Annie LAHMER conseillère régionale Île-de-France, EELV | Jean-Yves LALANNE, Maire de Billère et vice-président d'agglomération Pau Pyrénées, GDS (64) | Arnaud LATREUIL, conseiller municipal, Aytré (17) | William LEDAY, Bouches-du-Rhône, Collectif national Génération·s (13) | Fabienne LEGUICHER, Essonne, maire de La Norville (91) | Tugdual LE LAY, Côtes-d'Armor, conseiller municipal Guigamp (22) | Brigitte Lopez, militante associative droits et libertés, Bordeaux (33) | Nicole LOZANO, Nouvelle Donne, conseillère municipale d'Aubière (63) | Frédéric LUTAUD, Paris, GDS (75) | Mariam MAMAN, conseillère municipale Paris 17ème (75) | Jean-Claude MAMET, Ensemble ! (94) | Georges MARTEL, ex PS (19) | Jérémy MARTINEZ, Ensemble!, Lyon (69) | Carine MENAGE, maire-adjointe La Flèche (72) | Roland MÉRIEUX, Ensemble! (75) | Alexandrine MEYNAUD, conseiller municipal à Malaucène (84) | Arnaud MOUILLARD, conseiller municipal et communautaire Yvetot (76) | Aline MOUQUET, Présidente de Nouvelle Donne, conseillère générale de Gironde (33) | Renée OLENDER, militante associative (66) | Yves OLIVIER, ancien conseiller municipal et communautaire de Blois (41) | Bertrand PÉRISSÉ, Rennes (35) | Liliane PETRIEUX, Leers (59) | Francis POEZEVARA, Bureau national de Génération·s (92) | Philippe SALMON, Maire de Bruz, Vice-Président de Rennes Métropole en charge de l'emploi de l'insertion et de la formation (35) | Francis SITEL, co-directeur de revue (75) | Yves SORET, Conseiller municipal de Rouen, membre du bureau de la Métropole Rouen Normandie (76) | Jérôme SULIM, maire-adjoint de Saint-Herblain (44) | Laure SURROCA, Bouches-du-Rhône, Collectif national Génération·s (13) | Éric THOUZEAU, ex-conseiller régional Pays de la Loire (2010-2021), GDS (44) | Pierre TIMSIT, animateur GDS Occitanie (31) | Claude

TOUCHEFEU, ex-adjointe au maire et conseillère métropolitaine  
Toulouse (31)

---

# Lettre d'ENSEMBLE! n° 158

Category: Lettre d'ENSEMBLE!  
écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

Lettre n° 158  
du 04 juillet 2025

Au sommaire :

- L'Édito : La pantalonnade de Bayrou ;
- 21 juin : Réunion du Réseau des collectifs NFP ;
- Le génocide continue, il faut que ça s'arrête ;
- Les rendez-vous de l'été :

Lettre d'ENSEMBLE n°158 (04-07-2025)

---

## « **indépendance-association** » ?

Category: Arguments et analyses  
écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

*Avec la reprise des discussions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, il est de nouveau question de l'« indépendance-association ». Il nous semble utile de donner des informations sur cette forme*

*institutionnelle rare, pourtant reconnue par l'ONU dans le cadre des processus de décolonisation. Voici donc un article de The Conversation.*

## **Nouvelle-Calédonie : qu'est-ce que l'« indépendance-association » au cœur des débats sur l'avenir de l'archipel ?**

Par **Léa Havard**<sup>1</sup> Maître de conférences en droit public, Directrice adjointe du Laboratoire de Recherches Juridique & Économique, Université de Nouvelle Calédonie . Le 11 juin 2025. Mis à jour le 3 juillet sur le site de [The Conversation](#).

Le 2 juillet, lors du « sommet » de l'Elysée sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, [Emmanuel Macron se serait](#) prononcé en faveur d'une consultation des Néo-Calédoniens sur un projet « d'Etat associé » ou sur une forme d'autonomie élargie. Le projet proposé précédemment par le ministre des outre-mer [Manuel Valls](#) rappelait également l'«indépendance-association» – ce que lui reproche le camp loyaliste. Quelle est cette forme institutionnelle rare, pourtant reconnue par l'ONU dans le cadre des processus de décolonisation ?

---

Pour tenter de sortir la Nouvelle-Calédonie de l'impasse politique dans laquelle elle est plongée depuis des mois, voire des années, le ministre des outre-mer propose un projet de « souveraineté avec la France ». Cette actualité place la notion d'« indépendance-association » au cœur du débat public. Source de [crispations](#) et d'inquiétudes aggravées par de forts *a priori*, la notion doit être déconstruite pour participer à des échanges éclairés sur l'avenir institutionnel de l'archipel.

Longtemps taboue, parfois fantasmée, souvent source d'inquiétudes, l'indépendance-association a toujours suscité de fortes crispations en Nouvelle-Calédonie, tant

auprès des politiques que de la population.

[...]

Lire la suite de l'article de Léa Havard : [Nouvelle-Calédonie : qu'est-ce que l'« indépendance-association » au cœur des débats sur l'avenir de l'archipel ?](#)

---

# La gauche et les écologistes unis

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

*En 2024, nous avons barré la route à l'extrême-droite. Plusieurs partis de la gauche et de l'écologie se sont retrouvés à Bagneux, ce 2 juillet. Ils se sont engagés à renouer avec l'espoir et à engager, autour d'un projet, la dynamique populaire qui fera gagner la gauche et les écologistes.*

**Renouer avec l'espoir et engager la dynamique populaire**

Par **Jean-Marie Fouquer**. Le 2 juillet 2025.

Un an après le Nouveau Front populaire (NFP), plusieurs partis de la gauche et de l'écologie ont promis d'avoir un candidat commun pour 2027. Cependant, le PCF, La France insoumise et Raphaël Glucksmann ne faisaient pas partie de cette initiative.

Les partis présents – Parti socialiste, les Écologistes, Générations, Debout et l'Après – se sont réunis à l'invitation de Lucie Castets. Ils ont acté une candidature commune pour 2027, avec des modalités de désignation à décider fin 2025 et

le choix du candidat entre mai et octobre 2026.

Plusieurs formations politiques étaient absentes, dont La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et Place Publique de Raphaël Glucksmann. Fabien Roussel du PCF manquait également à l'appel.

La réunion s'est déroulée en deux temps :

- le matin, des entretiens avec des représentant·es de la société civile
- l'après-midi, une discussion à huis clos entre les représentants des partis

Les participant·es ont souligné l'importance de s'unir contre l'extrême droite et ont annoncé l'élaboration d'un programme commun. Ils prévoient six conventions thématiques ouvertes à la population et à la société civile.

La méthode pour désigner le candidat commun n'est pas encore définie.

La porte reste ouverte aux absents, mais Olivier Faure a précisé que toute alliance devrait respecter certaines conditions.

---

**À l'issue de la rencontre, les partis présents ont tenu une conférence de presse.**

**Vous pouvez la regarder ci-dessous en cliquant sur la flèche**

---

**Les partis réunis ce mercredi 2 juillet ont également publié un communiqué de presse**

**Pour le lire en intégralité, cliquez sur l'image ci-dessous**



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE MERCREDI 2 JUILLET 2025

**Un an après le sursaut démocratique qui a barré la route à l'extrême-droite et protégé la République, à l'invitation de Lucie Castets, nous voulons renouer avec l'espoir et engager la dynamique populaire qui fera gagner la gauche et les écologistes unis.**

**A celles et ceux qui souffrent et qui espèrent, nous faisons le serment de la responsabilité et de l'unité pour qu'ils disposent d'un projet ambitieux, tournant la page d'une décennie d'injustice sociale, de marche pied à l'extrême droite, d'asphyxie démocratique et de reculs écologiques.**

- Cette première réunion de travail a été fructueuse. Après avoir échangé avec des représentants de la société civile – syndicalistes, experts, associatifs – nous nous sommes réunis pour avancer à la fois sur la procédure de désignation d'une candidature commune pour 2027 et sur le plan programmatique.
- Notre objectif est clair : rassembler massivement pour gagner et répondre à l'urgence et aux besoins des Françaises et des Français.
- Comment ? En créant une dynamique collégiale, et une équipe, non seulement de travail, mais aussi d'incarnation sur le terrain, qui aura vocation à gouverner ensemble.
- La porte reste ouverte aux autres formations politiques qui souhaitent elles aussi mettre la gauche au pouvoir en 2027.

**Nous actons que nous désignerons une candidature commune pour gagner en 2027.**

- **Cette candidature sera désignée entre les élections municipales et l'automne 2026.**
- Les travaux destinés à établir les modalités de désignation ont été engagés ce jour. Ils vont se poursuivre dans les semaines qui suivent, **en vue d'un accord d'ici la fin de l'année 2025.**

**Il faut affirmer un projet politique, social, démocratique, écologiste et populaire, à même de répondre aux attentes des Françaises et des Français et enfin améliorer leur quotidien et leur avenir.**

- La victoire viendra d'un vaste mouvement unitaire qui dépasse les partis pour s'ancrer dans la société : syndicats, associations, collectifs citoyens, entreprises engagées, collectivités locales, quartiers populaires. Ce que nous voulons construire, c'est un front populaire vivant, ancré dans les luttes de terrain et du quotidien.

---

# Front populaire 2027

Category: Non classé

écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

**Plusieurs partis de la gauche et de l'écologie se sont retrouvés à Bagnaux, ce 2 juillet.**

[La gauche et les écologistes unis](#)

---

# FLNKS : nouvelle séquence de dialogue

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

*Le FLNKS – en convention – s'est positionné le 28 juin sur l'invitation du Président de la République française à une nouvelle séquence de dialogue sur l'avenir politique. Il rappelle son objectif ultime : l'accession à la pleine souveraineté. Il alerte sur la gravité de la crise économique actuelle. Voilà son communiqué.*

**Communiqué de presse du FLNKS**

Par **le FLNKS**. Le 28 juin 2025

Le FLNKS réuni en convention le 28 juin à la tribu de Cabwen Pwevo s'est positionné sur l'invitation du président de la République française à Paris pour une nouvelle séquence de dialogue sur l'avenir politique à partir du 2

juillet.

Le FLNKS constate le manque de clarté de l'Etat sur le rendez-vous en ce qui concerne le programme, le format et l'ordre du jour. Néanmoins, le mouvement reste dans le mandat de son congrès de Saint-Louis des 25 et 26 janvier 2025 qui est l'obtention de la pleine souveraineté par la discussion, et se félicite de la libération de son président dans cette période cruciale de négociation.

L'Etat par le biais du Ministre d'Etat de l'outre-mer a soumis le 30 avril 2025 un projet posant les bases d'une nation avec des liens d'Etat à Etat avec la France. Le FLNKS exhorte l'Etat à respecter sa parole et reprendre les discussions au stade où elles ont été laissées à Deva. Le mouvement réaffirme que cette proposition constitue le socle des nouvelles négociations à Paris et qu'aucun échange ne se fera en deçà. Le FLNKS participera aussi au forum économique et social car la grave crise l'impose.

Néanmoins, le mouvement met en garde l'Etat contre toutes tentatives d'utiliser ces problématiques pour influencer sur les discussions politiques. Le FLNKS restera ferme sur son objectif ultime qui est l'accession à la pleine souveraineté car c'est sa vocation en tant que mouvement de libération nationale.

La stabilité politique est un préalable à la stabilité économique et sociale, et elle s'obtiendra uniquement dans le processus d'accès à la pleine souveraineté.

Le FLNKS remercie le soutien indéfectible du Groupe Fer de Lance Mélanésien démontré au dernier sommet des leaders de Suva à Fidji du 18 au 23 juin 2025.

Le mouvement salue le C24 qui dans sa résolution 13 juin 2025 replace les impératifs de décolonisation de Kanaky et rappelle la France à ses obligations internationales.

La crise économique se matérialise par de graves problèmes d'emplois, de logement et de transport. De plus les habitants des îles et du nord souffrent de la pénurie de personnel de santé concentré dans le Sud.

L'égalité du service public et en particulier des services de santé pour tous est un principe fondamental qu'on ne peut négliger.

Le FLNKS exhorte tous les responsables du pays d'y veiller et de travailler dans ce sens.

**Pour l'animation du BP FLNKS**

**Le secrétaire Général de l'UC**

**Dominique FOCHI**

---

# À gauche, une proposition nouvelle

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

## À gauche, une proposition nouvelle

Les 21 et 22 juin 2025, L'APRÈS (L'Association pour une République écologique et sociale) tenait son premier congrès constitutif. 160 délégué·es étaient présent·es. Le 22 juin, était également officialisée la constitution d'une organisation commune entre L'APRÈS et ENSEMBLE ! (Mouvement pour une alternative de gauche écologique et solidaires), né en 2013 au sein du Front de gauche.

Le vocable L'APRÈS devient « **L'Alliance...** ». Un sous-titre exprime la construction commune : « **Ensemble pour l'unité à gauche** » (ou « l'unité du Nouveau Front populaire »), traduisant une volonté d'élargissement.

**Nos organisations ont le même projet politique** : l'urgence de l'union, face au chaos du monde, face aux menaces de droitisation extrême et d'extrême droite. L'union doit commencer par la consolidation du Nouveau Front populaire, arrivé premier en juillet 2024. Elle peut être symbolisée aussi par un pluralisme de porte-paroles qui peuvent former une équipe ou une « chorale ».

**Nous n'allons pas nous arrêter là.** Nous poursuivons nos échanges avec Picardie Debout et avec Génération·s, avec qui nous préparons des Journées d'été communes pour la fin août. Nous participerons aux initiatives portées par Lucie Castets, qui est un trait d'union. Nous sommes disponibles pour approfondir le programme du NFP, en lien avec la « société civile ».

**Il est vraiment nécessaire de redonner le signal du rassemblement et du pluralisme démocratique.**

Bagnolet, le 29 juin 2025

**ENSEMBLE!**

**Mouvement pour une Alternative de Gauche Écologiste et Solidaire**

---

Le communiqué d'ENSEMBLE! est [téléchargeable au format PDF](#)

---

# Lettre d'ENSEMBLE! n° 157

Category: Lettre d'ENSEMBLE!

écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

Lettre n° 157  
du 26 juin 2025

Au sommaire :

- L'Édito : Dénucléariser le Monde ;
- ENSEMBLE ! : oser le dépassement ! ;
- Unoc3 : mensonges d'État, fiasco diplomatique, toutes petites avancées ;
- Solidarité avec les peuples en lutte contre la guerre, le colonialisme et la dictature, Non à la guerre d'Israël et des États-Unis contre les peuples de la région ! :

Lettre d'ENSEMBLE n° 157 26-06-2025

---

## Ukraine : Brigades de Solidarité 39-40

Category: International

écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

### **Soutien à l'Ukraine résistante n° 39-40**

Le nouveau numéro des « Brigades éditoriales de solidarité » vient de paraître – toujours publié par Syllepse et d'autres maisons et réseaux d'édition – avec un très riche sommaire.

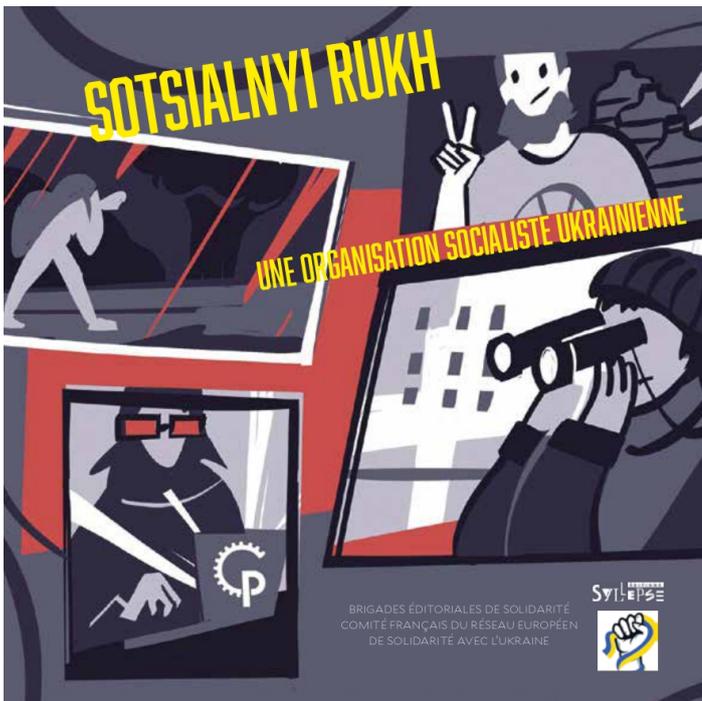
« [SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE N° 39-40](#) » est en

téléchargement libre et gratuit.

N'hésitez pas à diffuser largement autour de vous, en contribuant ainsi à la solidarité avec la résistance du peuple ukrainien.

**Il est possible de télécharger gratuitement tous les numéros parus [en consultant cette page...](#)**

Nous signalons également la parution de : [\*\*SOTSIALNYI RUKH UNE ORGANISATION SOCIALISTE UKRAINIENNE\*\*](#)



---

En complément, vous trouverez sur notre site :

- **Ukraine 2022-2024**
  - [\*\*Ukraine : appel à la solidarité !\*\*](#)
  - [\*\*Ukraine, guerre de libération Partie 1\*\*](#)
  - [\*\*Ukraine, guerre de libération Partie 2\*\*](#)
-

# Question de vigilance

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

*Malgré l'évidence des travaux historiques, malgré la vérité mise au jour, certains historiens s'obstinent à remettre en question l'immense responsabilité du gouvernement de Vichy dans la déportation des juifs. Suite à un article, Natacha Coquery (présidente du CVUH) et l'auteure, Michèle Riot-Sarcey sont accusées de diffamation. Les soutenir est urgent.*

## Question de vigilance

Par **Francis Sitel**. Le 26 juin 2025.

La thèse consistant à dire que le maréchal Pétain aurait « protégé les juifs français » a été brandie pour la première fois par sa défense lors de son procès en 1945. Elle est, selon l'immense majorité des historiens, dénuée de tout fondement. [Pétain et les juifs : pourquoi la vérité historique est indiscutable.](#)

Outre le caractère répulsif de cette discrimination entre « juifs français » et juifs étrangers, cette thèse apparaît ultra-minoritaire dans le monde académique. Elle est notamment contredite par l'arrestation avérée d'enfants français lors de la rafle du Vel d'Hiv de 1942. Elle fait fi du système de ségrégation mis en œuvre dès 1940 par le régime de Vichy et frappant tout particulièrement les juifs français.

Pourtant, certains historiens remettent encore en question la responsabilité du gouvernement de Vichy dans la déportation des juifs, français ou pas.

Le Comité de vigilance des usages de l'histoire (CVUH)<sup>2</sup>[Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire](#), fondé en

2005, a publié sur son site un article<sup>3</sup>[A propos du livre Histoire d'une falsification. Vichy et la Shoah dans l'Histoire officielle et le discours commémoratif, de J.-M. Berlière, E. de Chambost et R. Fiévet.](#)

Ce texte insistait sur les qualités argumentatives d'un compte rendu de Laurent Joly. Ce compte-rendu est paru dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (n° 70-3, 2023/3, p. 151-171). Il mettait en cause la véracité des allégations contenues dans l'ouvrage *Histoire d'une falsification. Vichy et la Shoah dans l'Histoire officielle et le discours commémoratif* (Paris, L'Artilleur, 2023).

**Natacha Coquery, Présidente du CVUH, et Michèle Riot-Sarcey, auteure de l'article, sont accusées de diffamation.**

Cette dernière a écrit : « *Du point de vue de ces historiens révisionnistes, l'autre est l'ennemi, notamment le juif, étranger par définition selon le point de vue des véritables falsificateurs* ». Cette phrase souligne la prégnance de la vision dominante sur Vichy au fondement du livre. La rhétorique de l'extrême droite des années 1940, reprise sans être contextualisée et privée de son antisémitisme profondément ancré, autorise à faire de Pétain un sauveur des juifs français.

Eric Zemmour a déclaré : « *Vichy a protégé les juifs français et donné les juifs étrangers* » (*Europe 1*, le 26 septembre 2021). L'ouvrage en question qualifie cette « proposition » de « la plus irréfutable » (p. 195).

Pétain, sauveur des juifs français ? Les témoignages inverses sont suffisamment nombreux pour récuser cette affirmation.

**Début mars 2025, le CVUH, Natacha Coquery et Michèle Riot-Sarcey ont été citées à comparaître pour faits de diffamation et complicité de diffamation devant le tribunal judiciaire de Bobigny statuant en matière correctionnelle, par Jean-Marc**

Berlière et René Fiévet, deux des trois auteurs de l'ouvrage.

Le procès aura lieu jeudi 16 octobre au tribunal de Bobigny.

Une motion de soutien peut être signée ici :

[Soutien au Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire \(CVUH\) et aux deux collègues abusivement mises en cause](#)

---

# ENSEMBLE! : Oser le dépassement ! 1/2

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

## ENSEMBLE! : Oser le dépassement ! Partie 1/2

Par *le groupe de liaison d'ENSEMBLE!*.<sup>4</sup> Le groupe de liaison d'ENSEMBLE! était chargé des discussions avec L'APRÈS pour parvenir à un protocole. Il était composé de Brigitte Lopez, Laurence Boffet, Denise Milbergue, Isabelle Graux, Janie Arnéguy et Jean-Marie Fouquer, Roland Mérieux, Robert Hirsch, Francis Sitef, Jean-Claude Mamet. Le 29 juin 2025.

Les 21 et 22 juin 2025, l'Association pour la république écologique et sociale (L'APRÈS) tenait son premier congrès constitutif. Le 22 juin, était également officialisée la constitution d'une organisation commune avec ENSEMBLE !, impliquant un gros travail de mise en compatibilité des deux traditions.

Le vocable L'APRÈS sera maintenu, mais deviendra « L'Alliance... » (à la place d'Association). Et un sous-titre rendra compte de cette construction complémentaire :

« Ensemble pour l'unité à gauche » (ou « l'unité du Nouveau Front populaire »), expression qui traduit un projet pluraliste commun. Reste à imaginer tout cela dans un logo attrayant.

### **Un peu d'histoire politique de notre mouvement**

Ce dépassement d'ENSEMBLE! a pris du temps. Mais nous le souhaitons depuis longtemps.

À notre Assemblée générale de 2022, notre organisation enregistrait une scission avec le départ fracassant de camarades vers la France insoumise (en constituant la GES). Tout en nous engageant dans le soutien à la NUPES, nous avons écrit ceci dans un prologue du texte adopté en 2022 :

*Parallèlement [au soutien à la NUPES], le dépassement d'ENSEMBLE! reste d'actualité pour construire une force large de la gauche alternative (anticapitaliste, féministe, écologiste et autogestionnaire). Ce dépassement... peut s'envisager avec d'autres courants politiques également percutés par la nouvelle situation, mais aussi avec les forces citoyennes, associatives, syndicales, et ce, à l'échelle du territoire. Cela suppose des repères politiques communs, la volonté d'engager une discussion stratégique et programmatique pour évaluer les convergences durables. La force et l'utilité d'ENSEMBLE! avait été justement de proposer concrètement un cadre unitaire fédérateur fin 2013. À nouveau, fixons-nous cette perspective dans les mois et l'année à venir.*

**Nous y sommes.**

Nous nous sommes divisés sur la France insoumise, parce que nous estimions que le rôle de celle-ci était certes incontournable, mais qu'elle n'exprimait pas à elle seule la richesse de toutes les traditions à gauche et dans l'écologie

politique. Après le mouvement social de 2023, qui a symbolisé la responsabilité de l'union, nous avons initié un dialogue (Université d'automne d'ENSEMBLE !) avec des responsables de LFI cherchant une autre voie face aux menaces d'extrême-droite. Parallèlement, nous poursuivions un travail d'échange et d'action avec GDS, des camarades de Génération.s, de Nouvelle Donne, mais aussi du courant Alternative communiste et de PEPS. L'évolution du NPA-A vers le Nouveau Front populaire est positive, même si elle devrait, selon nous, se prolonger vers un dépassement général.

Autrement dit, notre ténacité à vouloir rassembler en évitant les raccourcis politiques a été une bonne voie. Cependant, elle ne saurait être suffisante dans une situation qui modifie profondément les coordonnées de l'action politique. En aucun cas, nous ne pouvons rester replié·es sur nos certitudes, si justes soient elles. Ce n'est pas pour rien que notre organisation s'intitule « *mouvement* » : elle doit savoir « faire mouvement », prendre des risques, se frotter à d'autres expériences. Bref, servir à quelque chose dans les secousses politiques qui bouleversent la société. À cette même Assemblée Générale de 2022, nous disions déjà – après le constat des « *épreuves* » subies – que notre mouvement « *n'a pas su se renouveler dans la jeunesse* » et que « *nous avons atteint un seuil critique en termes de forces et de visibilité, et donc de crédibilité* ».

Aussi, lorsque – venant de la France insoumise (dominante à gauche depuis 2017) – des député·es, des militant·es ont subi des « *purges* » bureaucratiques pour avoir osé un débat, il ne fallait pas hésiter à dialoguer. Parce qu'ils et elles ont fait l'effort de « dépasser » leur expérience et de s'adresser à nous et à GDS, puis à Génération·s et à Picardie Debout. Nous avons eu des divergences avec certain·es. Mais le passé est le passé. On ne bâtit pas sur du ressentiment. On n'oublie rien, mais on avance... ensemble ! Avec nos « fondamentaux », mais en les frottant à ceux des autres.

Ce faisant, nous n'oublions pas d'autres nécessités, d'autres élaborations nécessaires, sur le plan programmatique et stratégique. Par exemple avec Construisons l'Alternative, avec Égalités, avec le NPA-A, ou des apports intellectuels nécessaires. Bienvenue dans ce projet politique ! Il faut une boussole qui donne le nord, mais d'abord pour agir politiquement, car nous sommes avec le peuple de gauche désemparé.

### **Deux organisations dissymétriques**

L'APRÈS est d'abord un élan suite à une crise dans LFI. Les « purgé·es » et celles et ceux qui les ont soutenu·es (potentiellement plusieurs milliers) ont la conviction de pouvoir entraîner du monde. C'est leur énergie et leur notoriété qui font le mouvement, « après » la cassure. Ils et elles dessinent une *organisation-mouvement* fondée indiscutablement initialement par le haut, suite à une prise de position politique nationale. Il faut maintenant que cette organisation se construise à tous les niveaux.

Celles et ceux qui les soutiennent dans L'APRÈS ont une vive expérience d'une France Insoumise dont ils partagent grosso-modo le corpus programmatique (très discutabile sur certains points). Il était difficile de voir d'emblée que le projet Mélenchon était en même temps une machine à son service pour la prise du pouvoir, avec la brutalité nécessaire contre quiconque oserait défendre des opinions non conformes. Dans L'APRÈS, le réflexe démocratique et politique est premier, mais pas immédiatement tourné vers l'action avec d'autres dans la société. Pas par refus, plutôt par manque de savoir-faire.

ENSEMBLE! aurait pu, depuis 2013, articuler mieux son savoir-faire militant initial avec un poids politique plus fort. Mais l'attraction de LFI nous a paralysé·es, même si des élu·es LFI connu·es et respecté·s s'en sont détaché·es et ont montré leur capacité à faire des propositions par la suite. Une organisation politique sans cette compétence est forcément

menacée dans sa fonction-même, même si elle est très active dans les luttes. Les luttes sociales, citoyennes, et le politique doivent s'articuler sans hiérarchie pour porter une rupture. S'il manque une dimension, il y a quelque chose qui cloche.

**L'organisation commune est à construire. Elle est devant nous.**

ENSEMBLE! porte un combat et une expérience sur des combats sociaux et pour les droits. Nous aidons les sans-papiers, les migrant·es, dans la construction de réseaux unitaires pour défendre concrètement des droits (et pas seulement faire des déclarations). ENSEMBLE! a participé très activement à la mise en place du Réseau européen de soutien à l'Ukraine (RESU). L'APRÈS a soutenu cela en manifestant. ENSEMBLE! joue un rôle très actif pour la Kanaky contre le colonialisme. L'APRÈS soutient sans activité visible. ENSEMBLE! agit depuis des années pour la Palestine, au sein des structures unitaires. Nous avons de vifs débats sur la catastrophe en cours, mais ils n'effacent pas cette expérience. Avec GDS en janvier, au moment du « conclave » marchandé avec le PS, nous avons initié une campagne « retraites » qui a démarré avec des élu·es politiques signataires, où le rôle de l'APRÈS a été décisif. Mais elle a piétiné par manque de ténacité dans L'APRÈS pour en faire une vraie campagne durable. C'est finalement le PCF qui a réussi à porter cette affaire à l'Assemblée nationale, ce qui n'est pas très brillant. Cependant, c'est le RN qui sauve Bayrou et il semble que tout le NFP se raccommode à l'occasion.

ENSEMBLE! joue aussi un rôle volontariste pour mettre ses « collectifs » de base au service d'une construction citoyenne. Nos collectifs sont insérés dans un tissu militant avec des résultats significatifs dans plusieurs villes ou régions. Cela a été mis au service de la coordination des Assemblées du Nouveau Front populaire (NFP), face à l'inertie des « grandes » organisations politiques, afin de parvenir à une «

Convention de la gauche et de l'écologie » (texte d'appel du 22 mars 2025 à Paris) associant collectifs et partis.

Pour résumer, entre L'APRÈS et ENSEMBLE!, il y a un fort accord politique sur la situation. L'APRÈS a une puissance politique nationale. Le réseau d'ENSEMBLE! apporte une réflexion stratégique complémentaire sur la démocratie dans le champ politique et simultanément dans le champ du travail (l'autogestion), l'internationalisme, les organisations sociales et citoyennes, les pratiques de « terrain » par exemple, sur l'écologie active.

**Ainsi, les dissident-es de LFI ont osé un dépassement risqué. Nous devons oser à notre tour et construire du commun. Même si nous n'avons pas les mêmes façons d'agir.**

Lire la suite : « [ENSEMBLE! : Oser le dépassement ! 2/2](#) »

---

# ENSEMBLE! : Oser le dépassement ! 2/2

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

*Les étapes franchies pour le rapprochement entre ENSEMBLE! et L'APRÈS ne sont pas toujours faciles à suivre, car nos échanges ont été complexes. Voici, en résumé, l'essentiel de ce qui a été accompli depuis décembre avec les questions posées à nos deux mouvements à chaque étape. Nous voilà au bout.*

**ENSEMBLE! : Oser le dépassement ! Partie 2/2**

Par *le groupe de liaison d'ENSEMBLE!*.<sup>5</sup> Le groupe de liaison

d'ENSEMBLE! était chargé des discussions avec L'APRÈS pour parvenir à un protocole. Il était composé de Brigitte Lopez, Laurence Boffet, Denise Milbergue, Isabelle Graux, Janie Arnéguy et Jean-Marie Fouquer, Roland Mérieux, Robert Hirsch, Francis Sitef, Jean-Claude Mamet. Le 29 juin 2025.

### Les étapes du travail accompli depuis décembre

Il faut rappeler ici les étapes franchies, et reconnaître qu'elles ne sont pas toujours faciles à suivre, tant nos échanges ont été complexes. Récapitulons.

- **Qui a commencé ?** Rappelons que ce sont les député·es LFI dissident·es (avant L'APRÈS !), qui sont venu·es frapper à notre porte en avril dernier, puis ont soutenu [l'initiative Europe](#) qu'ENSEMBLE! avait lancée le 4 mai 2024. Les camarades ont aussi contribué à lancer [l'Appel Union Maintenant](#), qui a changé de fonction au moment de la dissolution, pour devenir un instrument fédérateur du NFP après le 9 juin. Les camarades de L'APRÈS ont eu tendance, après juillet 2024, à réduire la construction commune à leurs initiatives, en privilégiant les organisations qui ont des député·es. Il a donc fallu convaincre de reprendre le débat de construction lorsque Picardie Debout, puis Génération.s ont interrompu, en octobre 2024, les échanges, débutés pendant l'été, pour avancer sur une force commune. Cependant, nous avons eu le temps d'écrire ensemble (à 5) le texte initié par Clémentine Autain : « [Pourquoi nous nous organisons](#) ». Avec GDS, nous avons amendé ce texte, qui a constitué de facto la base politique principale de tout le processus, même s'il est bien sûr insuffisant et que le débat devra continuer. Mais, sans ce texte, rien n'aurait été possible, ou alors tout aurait été fortement retardé.
- « **Fusion** » or not fusion ? À cause de GDS – pressée d'aller vite – et de L'APRÈS – pressée de s'agrandir – la notion habituelle de *fusion* (qui n'est en rien

scandaleuse) a été, dans nos débats, réduite à un processus d'intégration. C'est ce que nous proposait L'APRÈS en janvier (après la « *fusion-intégration* » de GDS) quand nous leur avons envoyé nos 10 points pour un travail de force politique commune. Nous avons refusé alors le vocable de « fusion », galvaudé. Nous avons réussi à faire admettre la notion de « *construction d'une force commune* ». Puis d'un « *cadre politique commun* » pour commencer à la décrire. Nous y avons ajouté (unilatéralement) une « *feuille de route* » complémentaire suite au CN de mars. Avec deux aspects : a) le « *fonctionnement* » (une réunion a eu lieu) ; et b) le « *projet* » (réunion également, mais très tardivement).

- « **Construction commune** ». Cela ne signifie pas que nous sommes pareils (nous sommes dissymétriques et inégaux en force). Cela a été dit : L'APRÈS est une force qui vient de naître et qui pense spontanément qu'elle mérite d'être « suivie » et soutenue. Tandis qu'ENSEMBLE! est un réseau de collectifs actifs dans des combats, mais sans aucun poids politique national. Entre les deux « entités », il y a donc forcément des mésententes, des incompréhensions et malentendus (surtout en visio) et même des frictions, mais aussi des compromis nécessaires. Nous en avons fait, il faut l'assumer. Par exemple sur le nom : personne dans L'APRÈS ne pense que ce nom est génial, mais c'est celui qui a imaginé la « sortie » de LFI et qui donne à entendre qu'il y a une vie possible *après* cette sortie et *après* LFI (ce qui ne veut pas dire contre). Nous avons accepté cela (provisoirement), mais réussi à faire admettre que notre « nom » (pas génial non plus) devait s'ajouter pour symboliser la poursuite et l'extension du processus de rapprochement.

- « **Fédérer** » à deux ? Nous avons, depuis le début,

défendu un processus fédératif (relire nos textes de septembre 2024). Au sens de pluralisme et de respect des histoires, mais pas au sens de « *confédération* » d'organisations maintenues. L'idée fédérale était défendue notamment lorsque nous étions 5 dans le tour de table (défendue aussi par Génération·s). L'APRÈS n'a pas voulu poursuivre le processus à trois (ni GDS, qui a joué son propre jeu), pour des raisons en partie mystérieuses, mais qu'on peut deviner. Avec GDS, c'est un « coup d'accélération politique » qui a été effectué. Vu nos histoires conflictuelles avec GES, la fusion rapide avec GDS (avec des commentaires sur la détermination plus forte de GDS) a pu être comprise comme si elle allait accélérer une « fusion » plus tranquille avec tout ou partie d'ENSEMBLE!. On ne peut pas dire que cela a marché. Mais notre rapport de force ne permettait pas non plus d'imposer le mot « *fédération* » (même si, en théorie, c'est imaginable). Sauf... à renoncer au processus pendant un certain temps. Cela n'aurait pas été une bonne idée !

- **Consultation et protocole commun.** La « consultation » s'est faite sur la base du « [cadre politique commun](#) » de fin mars, augmenté de la « *feuille de route* ». Ne revenons pas sur les 81% de votes favorables au mois d'avril. Nous avons pensé, après ce résultat, que nous avions une *légitimité démocratique* pour écrire un protocole plus complet de construction de l'organisation commune. À partir de là, nous avons repris, début mai, les échanges avec L'APRÈS sur la base de ce protocole. Nous avons reçu une lettre d'approbation très générale, mais peu engageante de leur part. Or, nous avons notre AG à préparer pour le 24 mai, pour tirer les enseignements de la consultation et parachever le processus démocratique, car l'AG est « souveraine ». Avant cette AG, nous avons insisté pour que le CA de L'APRÈS se prononce vraiment sur le protocole. C'est ce

que nous avons obtenu quelques jours avant l'AG : **un accord écrit à plus de 90%**, à la fois sur le préambule politique (sans oublier le texte [Pourquoi nous nous organisons](#)), et sur le processus de construction rappelant nos « *fondamentaux* » en la matière. Par exemple sur le rôle des collectifs, sur le « Parlement » émanant des collectifs (ou sections), sur sa fonction décisive entre deux congrès, sur le consensus, etc. Tout cela explique que notre AG a été consensuelle en totalité sur l'adoption de la résolution et l'inclusion d'un paragraphe prenant en compte les camarades qui ont un autre projet. Ce qui signifie que la démocratie et les statuts ont été respectés jusqu'au bout.

- **Protocole et statuts.** L'APRÈS devait dépasser sa phase initiale d'association déposée au pied levé, avec des statuts provisoires. Nous n'avons pas bien compris cette transition. L'APRÈS a donc fait une AG pour changer légalement de statut (le 24 mai) et pour lancer le 21 et 22 juin un congrès de fondation, sans nous attendre (ce qui se discute !). Les débats sur les statuts ont pu parfois être compliqués dans les sections de L'APRÈS. C'est dû à la forte sensibilité démocratique, dans une organisation où tout est à construire à partir d'une faible expérience initiale (les années LFI ne préparaient pas cela). Notre sentiment est que les statuts très (trop) complexes, assez procéduriers, peuvent avoir pour effet de noyer les bons principes sur lesquels ils reposent. C'est le cas, par exemple, sur le rôle déterminant du Parlement entre deux congrès. Ceci est cependant clairement écrit. Mais, par rapport à ENSEMBLE!, il nous faut intégrer le fait qu'avec L'APRÈS, on change de dimension (160 délégué·es au congrès par exemple). Cela peut justifier des détails statutaires nombreux avec un règlement intérieur en plus. Mais ce n'est pas certain pour une organisation aussi récente, dont les statuts semblent avoir été

inspirés ou copiés sur l'expérience PG initiale. Cette dimension justifie aussi la mise en place d'un Comité exécutif nombreux (60 avec nous), pour impliquer du monde. Et un secrétariat de même dimension (20 avec nous). Ce qui peut faire craindre une relativisation du Parlement, ce n'est pas ce qui est inscrit en toute lettre, mais le différentiel de poids politique entre les instances, avec des député·es expérimenté·es et doté·es d'une forte légitimité. Ce qui peut compenser cela, c'est le fait que le CEN – l'exécutif – semble relativement indépendant du Parlement dont il doit appliquer les délibérations. S'ajoute la mise en place d'un « bureau du Parlement » chargé de son suivi et donc des décisions. Dans cet édifice, le protocole adopté en commun est, quant à lui, centré sur les principes fondamentaux. Il y a accord sur son application, ce qui peut produire des conflits de procédure. Il faudra alors débattre. Il est clair que, dans la construction commune, il faut agir pour un Parlement souverain. Son bureau, ce qui est une innovation importante, aura un rôle probablement déterminant.

- **On commence quand ?** C'est commencé ! Cette question est dans toutes les têtes et demande un saut psychologique. C'est le 22 juin que nous avons commencé (comme l'AG l'avait acté), même si c'est après la ratification que le processus sera complètement officialisé. Politiquement donc, nous avons commencé, mais, en pratique, la vie réelle demande des adaptations qui vont prendre du temps. C'est comme le travail dans les entreprises : il y a des consignes écrites, mais le travail réel nécessite de l'invention tous les jours. Ainsi, il faut contacter, dès maintenant, nos homologues des sections départementales, les commissions, et apprendre à fonctionner ensemble. C'est écrit, mais en pratique cela va nécessiter des ajustements, ne serait-ce que pour créer des sections sur des périmètres

efficacités.

- **On cotise quand ?** On cotise quand on accepte de construire une organisation commune et qu'on le fait réellement, ou qu'on participe à son animation nationale (CEN, secrétariat). C'est une règle classique et saine : on agit ensemble, on cotise ensemble. En pratique, il faudra ajuster avec les cotisations d'ENSEMBLE! Chacune le fera à son rythme.
- **ENSEMBLE! va se dissoudre ?** Sans doute, mais c'est trop tôt pour en parler. Cela signifie qu'il faut maintenir des listes de débats le temps qu'il faudra, mais pour des débats de fond. Les sites de L'APRÈS et d'ENSEMBLE! (qui alimente les réseaux sociaux) développeront leur complémentarité jusqu'à la mise en place du site de la nouvelle organisation commune.
- **Conclusion : au travail !**

---

# Témoignage de Gennadiy Kharchenko

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

*Historien de métier, engagé dans l'armée dès le début de la guerre, Gennadiy Kharchenko était invité par une association locale de solidarité avec l'Ukraine. Défenseur de Marioupol, fait prisonnier en Russie, revenu de 2 ans et demi de captivité, il témoigne et présente son livre *Le journal de l'artilleur*.*

## Soirée autour de Gennadiy Kharchenko

Par *Brigitte Cherprenet*. Le 25 juin 2025.

L'association *Les Convois d'Irina* de Maromme (Seine-Maritime) organisait une soirée événement le 10 juin 2025.

Après un accueil avec thé, café et délicieuses pâtisseries ukrainiennes, **une cinquantaine de personnes ont écouté Gennadiy Kharchenko, historien, traducteur et économiste de formation.**

Il vit à Zaporijjia. Au printemps 2014, il s'est porté volontaire pour combattre l'envahisseur russe au Dombass. Il est devenu commandant d'artillerie de la troisième batterie d'obusiers de la 55<sup>e</sup> brigade d'artillerie indépendante. Il est aussi l'auteur d'un livre ***Journal d'un artilleur***, malheureusement pas encore traduit en français (c'est en cours).



Présentation de Genadiy Kharchenko par la présidente des convois d'Irina

Le livre décrit en détail les événements vécus par la batterie de la 55<sup>e</sup> brigade lors des frappes russes près d'Ilovaïsk et sur l'aéroport de Donetsk, aussi bien que sur le front sud de l'Ukraine.

**Gennadiy Kharchenko a commencé son exposé par un parallèle avec la situation des pays de l'Europe qui se sont unis pour résister à Hitler.**

**Il réclame la même union, face à Poutine, et demande un accroissement des sanctions contre les oligarques.**

À la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, l'URSS a participé

modérément à la reconstruction des villes détruites. En effet, Staline a refusé le plan Marshall et a interdit à la Pologne et à la Yougoslavie de recevoir les aides du Plan. Il fallait ça pour établir son joug sur ses satellites, à qui il a fallu des décennies pour se libérer du joug stalinien.

Aujourd'hui, Poutine tente de rétablir ce joug. Il s'est saisi du Dombass, de la Crimée et veut tout le reste de l'Ukraine avant de s'attaquer à d'autres de ses anciennes républiques.

### **D'où l'urgence pour l'Ukraine de faire partie de l'Union européenne.**

Poutine utilise la propagande et le mensonge pour maintenir son pouvoir. Il a fait croire que les russophones du Dombass étaient persécutés par des nazis ukrainiens. Or les Ukrainiens veulent la démocratie. Et les termes de paix avancés par Poutine sont incompatibles avec la Constitution ukrainienne. On ne peut faire la paix avec quelqu'un qui ne connaît que le pouvoir du plus fort.



Des photos illustrent régulièrement les propos de Gennadiy, pour prouver que le discours poutinien n'est que mensonge.

Ce pouvoir du plus fort, Poutine l'a exercé brillamment à Marioupol, en bombardant sciemment et systématiquement les civils réfugiés dans le théâtre, les blessés dans l'hôpital ainsi que la maternité et l'école.

Images de la soirée **Les destructions massives ont causé** autour de **Genadiydes pertes civiles énormes.** Il y avait 1 500 000 habitants à Marioupol. avant la guerre. 2500 immeubles ont été

détruits et 100 000 civil·es tué·es. Alors que l'odeur pestilentielle des corps sans sépultures empoisonnait l'air de la ville, les Russes ricanaient en prétendant que c'étaient des stocks de poissons non consommés qui pourrissaient.

Les Russes n'ont reconstruit à ce jour que 25 immeubles !

Gennadiy a remercié la France pour toute l'aide apportée. Elle a été la première à exiger de Poutine qu'il laisse sortir les civils et les blessés de Marioupol. Ce que Poutine n'a pas accepté. Elle a financé à hauteur de 4 millions d'euros l'émigration des assiégé·es dans d'autres pays d'Europe.

Enfin, Gennadiy est revenu sur l'épisode de l'usine métallurgique poststalinienne de Azvstal. Une partie de l'armée ukrainienne y était retranchée, ainsi que les ouvriers de l'usine, en 2022.

**Cette bataille a fait diversion un moment et a diminué l'avancée et la pression de troupes russes ailleurs en Ukraine.**

Quand les militaires ont été anéantis après des jours de résistance – soient tués, soient capturés (environ 200) – les ouvriers de l'usine ont été emprisonnés aussi. Tous ont été parqués dans un baraquement à côté d'un entrepôt de missiles. Les Russes ont fait exploser l'entrepôt et évidemment le baraquement d'à côté. Bilan : 113 blessés graves et 52 tués. Les Russes ont expliqué que les Ukrainiens avaient fait sauter eux-mêmes leur baraquement.

Aucune enquête n'a été autorisée. Il faut savoir que les prisons russes ont été vidées de leurs criminels. Ces derniers sont envoyés au front où ils commettent en toute impunité les pires crimes de guerre.



**Cette soirée était la dernière passée en France pour Gennadyi, avant son retour au front.**

Il a ensuite répondu aux diverses questions des présent·es. Il a surtout insisté sur l'aide indispensable aux soldats. Il a également rappelé l'impérieuse nécessité que le gouvernement français fasse pression pour une entrée rapide de l'Ukraine dans l'Union européenne.

Un homme ukrainien réfugié, jeune – accompagné de sa femme et de leur enfant – a fait état de son sentiment de culpabilité d'avoir fui les combats et d'être réfugié en France.

**Gennadyi a tenté de le déculpabiliser : la diaspora peut faire beaucoup pour aide, en envoyant de l'argent aux familles des soldats, en collectant des dons (couvertures, articles de toilette et d'hygiène, vêtements chauds, médicaments, etc.).**

Les dons sont acheminés par convois au départ du Havre et de Rouen.

En 2024, [les convois d'Irina](http://www.lesconvoisdalina.fr) ont acheminé plus de 46 tonnes d'aide humanitaire.



Après un entracte, un film a été projeté : ***Marioupol, l'espoir n'est pas perdu***

Le film est le témoignage de gens ordinaires qui ont été des témoins oculaires de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Trois femmes et deux hommes, qui vivaient à Marioupol pendant le premier mois de l'invasion, racontent ce qu'ils ont vu et ressenti, comment ils ont pris des décisions en pleine guerre. Le sujet a été construit sur la base des notes prises sur le terrain par la journaliste Nadya Sukhorukova, habitante de Marioupol, restée sur place les premières semaines de l'invasion russe.



Si vous souhaitez aider concrètement le peuple ukrainien, prenez contact avec [Les convois d'Irina](#)

Les dons sont collectés au hangar, 506 rue du Moulin à Poudre, Maromme. (tel 07 45 76 31 21)

---

# La loi Duplomb menace l'environnement

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

*Nous dénonçons le projet de loi pro-pesticides du sénateur Duplomb. Nous appelons à la mobilisation de tous et toutes. Sur les places de villages, devant les mairies, devant les permanences des députés, dans nos rues : faisons entendre notre voix pour dire notre refus de cette loi toxique.*

**Agriculture : la loi Duplomb menace l'environnement et notre alimentation future**

Par *un collectif d'organisations de la société civile*. Publié le 20 juin sur le site de [Libération](#).

Après un passage en force à l'Assemblée nationale, privant les citoyens et citoyennes d'un véritable débat démocratique pourtant indispensable sur les conséquences de ce texte, la suite arrive très bientôt pour la loi Duplomb, prévoyant notamment d'encadrer l'usage des pesticides. À partir du 30 juin, elle sera discutée en commission mixte paritaire, une instance seulement composée de sept député·es et sept sénateur·rices, chargés de trouver une version définitive du texte. Ensuite, elle sera soumise à un vote final à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Mais cette loi, nous n'en voulons pas, et nous avons encore la possibilité de nous mobiliser contre son adoption. Paysans, scientifiques, apiculteurs, médecins, organisations de la société civile, citoyens : les alertes sur la dangerosité de cette proposition de loi ont été nombreuses.

Elles ont été ignorées et balayées d'un revers de main par le vote d'[une motion de rejet qui n'a pas permis la tenue de débats](#) à l'Assemblée nationale alors que le futur de notre agriculture et de notre alimentation nous concerne toutes et tous. [...]

[Lire la suite de la tribune et voir la liste des signataires...](#)

---

# Une nouvelle phase du capitalisme ?

Category: Arguments et analyses

écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

*Gérard Gourguechon présente, dans un long texte, une analyse de l'évolution politique aux États-Unis. Il revient sur le bouleversement mondial qu'a représenté l'arrivée de Trump au pouvoir. Bien que sous l'angle syndical, il montre clairement comment on en est arrivé là. Une réflexion très utile pour nous aussi en France.*

**Trump, Musk et Vance au pouvoir, une nouvelle phase du capitalisme ?**

Par **Gérard Gourguechon**. Publié le 7 mai 2025 par UNIRS – Union nationale interprofessionnelle des retraité·es solidaires

I – Un bouleversement mondial et un désarroi de chacune et de chacun.

Depuis l'investiture de Trump le 20 janvier 2025, chaque jour qui passe nous montre que nous n'assistons pas seulement à l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir dans un pays « en plus », après la Hongrie, l'Italie, Israël, l'Argentine, etc. C'est l'extrême-droite au pouvoir dans le pays le plus riche de la planète, le plus armé, le plus dominant, avec son économie, ses multinationales, sa technologie, sa monnaie, etc. Nous voyons que ceci renforce partout les conservatismes réactionnaires et autoritaires et qu'à partir de cet impérialisme maintenant dans les mains de l'extrême-droite, c'est un nouvel élargissement des idées d'extrême-droite qui s'installe partout dans le monde. Et nous sentons que tout ceci va bien au-delà de ce que nous avons coutume d'appeler « l'extrême-droite ». Nous sommes aussi face à ce qui voudrait être une « révolution culturelle » mondiale mettant en cause les démocraties « classiques » et tout ce que nous pensions définitivement acquis nous venant du siècle des Lumières. Ceci dit, pour les peuples d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale par exemple, le fait que les États-Unis apparaissent comme un État ouvertement impérialiste et soutenant activement des régimes d'extrême droite n'est pas une nouveauté, loin de là.

1 – La soudaineté et la brutalité de ce bouleversement déstabilisent nombre d'États

L'une des conséquences les plus visibles et les plus violentes, c'est le renversement des alliances avec, le 24 janvier 2025, les États-Unis qui votent à l'ONU aux côtés de la Corée du Nord, de la Russie, de la Chine, de la Biélorussie, du Nicaragua, et d'Israël contre un texte condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. C'est le Président de l'Ukraine humilié en direct devant les caméras du monde entier dans le « bureau ovale » de la

Maison Blanche et qui, d'agressé devient le pays agresseur responsable de cette guerre déclenchée par l'invasion et l'occupation de son territoire ! [...]

Lire la suite de [l'article de Gérard Gourguechon...](#)

---

# Retraites : un argumentaire erroné !

Category: Arguments et analyses

écrit par jmfouquer | 22 septembre 2022

*Au vu du débat sur la question des retraites et du retour en parallèle de la campagne pour la capitalisation, la tribune des économistes Jean-Marie Harribey, Pierre Khalifa et Christiane Marty est la bienvenue. Elle dénonce les mensonges qui servent à promouvoir cette proposition. Un argumentaire à faire connaître !*

**Retraites : « Tout est factuellement faux dans l'argumentaire en faveur de la capitalisation »**

Par *Jean-Marie Harribey, Pierre Khalifa et Christiane Marty*, économistes. Tribune publiée par [Le Monde](#) le 13 juin 2025.

Les économistes Jean-Marie Harribey, Pierre Khalifa et Christiane Marty rappellent, dans une tribune au « Monde », que la retraite par capitalisation subit les mêmes contraintes démographiques que celle par répartition, mais qu'en plus elle est soumise aux aléas financiers et n'est accessible qu'aux Français les plus

riches.

The screenshot shows the top of the Le Monde website. The masthead 'Le Monde' is centered at the top. Below it is a navigation bar with links for 'Actualités', 'Économie', 'Vidéos', 'Débats', 'Culture', 'Le Goût du Monde', and 'Services'. A search icon is on the right. Below the navigation bar, the article title 'Retraites : « Tout est factuellement faux dans l'argumentaire en faveur de la capitalisation »' is prominently displayed. The authors' names and titles are listed on the left. A short summary of the article is provided below the title. There are buttons for 'Offrir l'article', 'Lire plus tard', and a share icon. A note indicates the article is reserved for subscribers. On the right side, there is a 'Édition du jour' section for 'Deuxième édition du vendredi 13 juin' with a thumbnail of the newspaper cover and buttons to 'Lire le journal numérique' and 'Lire les éditions précédentes'. At the bottom right, there is a 'PUBLICITÉ' label.

Consultez le journal

Actualités - Économie - Vidéos - Débats - Culture - Le Goût du Monde - Services

DÉBATS - RÉFORME DES RETRAITES

**TRIBUNE**

Jean-Marie Harribey  
Economista

Pierre Khalifa  
Economista

Christiane Marty  
Economista

## Retraites : « Tout est factuellement faux dans l'argumentaire en faveur de la capitalisation »

Les économistes Jean-Marie Harribey, Pierre Khalifa et Christiane Marty rappellent, dans une tribune au « Monde », que la retraite par capitalisation subit les mêmes contraintes démographiques que celle par répartition, mais qu'en plus elle est soumise aux aléas financiers et n'est accessible qu'aux Français les plus riches.

Publié aujourd'hui à 07h00 | Lecture 3 min.

Offrir l'article Lire plus tard

Article réservé aux abonnés.

Dans un contexte de crise du système productif dans la plupart des grands secteurs de l'économie mondiale et devant la menace d'un éclatement d'une crise financière à tout moment, la campagne en faveur d'un système de retraite par capitalisation a quelque chose de surréaliste, sinon d'ubuesque. Cette campagne prend une ampleur renouvelée, avec, à la manœuvre, toutes les forces conservatrices qui veulent restreindre le système de retraite par répartition, sinon en finir avec lui.

**Lire aussi** | [Le Conseil d'orientation des retraites suggère un recul de l'âge de départ](#)

Dès l'ouverture des négociations dans le cadre du « conclave » voulu par le gouvernement de François Bayrou, le patronat français, par la voix du président du Medef, avait fait savoir qu'il s'opposerait à l'augmentation du taux de cotisations vieillesse et qu'il fallait introduire « une dose » ou « un pilier » de capitalisation pour compléter le système par répartition. Cette proposition fut théorisée par la Banque mondiale dans les années 1990 à l'aube de la mondialisation néolibérale, reprise en chœur par tous les partisans du capitalisme financier. Disons-le nettement : tout est factuellement faux dans l'argumentaire en faveur de la capitalisation.

**Édition du jour**  
Deuxième édition du vendredi 13 juin

**Le Monde**

Mali : révélations sur les exactions de Wagner

Lire le journal numérique

Lire les éditions précédentes

PUBLICITÉ

Cliquez sur l'image ci-dessus pour télécharger la tribune de Jean-Marie Harribey, Pierre Khalifa et Christiane Marty